



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2758
11 juin 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Aux élections régionales du 20 juin

Votez Lutte ouvrière

Dimanche 13 juin

Rassemblement festif à Presles

Pages 8 et 9

Leur société

- Combattre l'extrême droite : contre l'évolution réactionnaire, il faut des perspectives révolutionnaires 4
- De Saint-Cirq à Tain : tourisme présidentiel 4
- Mélenchon : pour l'amour de Biden 4
- Droit de procréer : avancée à pas de tortue 5
- Loi sur le terrorisme : tous suspects 5
- Arbitraire gouvernemental : le POID interdit de manifestation ! 5
- 150 ans après la Commune : l'archevêque n'a rien appris ni rien oublié 5

Élections régionales

- La liste Lutte ouvrière en PACA 6
- À Créteil : «Tout dépend de nos luttes» 6
- Aux Mureaux : des attaques antiouvrières qui s'accroissent 6
- La liste Lutte ouvrière en Bourgogne-Franche-Comté 7
- À Nantes : «se révolter c'est retrouver sa dignité» 7
- À Reims : répartir le travail entre tous 7
- Réunions publiques 7
- **Rassemblement festif du 13 juin** 8-9

Dans le monde

- Multinationales : mise en scène au G7 10
- Israël : l'extrême droite au pouvoir, avec ou sans Netanyahu 10
- Pérou : Pedro Castillo vers la présidence 11
- Burkina Faso : l'armée française n'est pas là pour éviter les massacres 11
- Vaccination : la population des pays pauvres livrée au virus 16
- Canada : un charnier d'enfants découvert 16
- Finance : sandwiches en folie 16

Dans les entreprises

- Grève des AESH : "AESH en colère", "enfants, écoles, parents en galère" 12
- Collège Jean Joudiou - Châteauneuf-sur-Loire 12
- Le Mans 12
- Signify - Villeneuve-Saint-Georges : grève contre la fermeture 12
- Renault - Flins : mobilisation contre les plans du patron 13
- Renault - Douai : grandes manœuvres au pôle Nord 13
- Abbeville - Zone industrielle : propositions patronales indécentes 13
- Plastics Vallée : les tueurs du patronat 14
- ADP - Roissy : tour de chauffe 14
- Interdigital - Rennes : les travailleurs se préparent à se défendre 14
- CHU de Nancy : non à la suppression des RTT ! 15
- Futur CHU de Nantes : avant la construction, on pousse déjà les murs 15

Votons Lutte ouvrière pour faire entendre le camp des travailleurs

C'est la sortie du confinement et, pour le gouvernement, il faudrait que tout reprenne comme avant. S'il y a bien quelque chose qui ressemble au monde d'avant, ce sont ces élections, où on voit le petit univers des partis politiques de la bourgeoisie essayer de reprendre sa place comme si de rien n'était.

Mais il y a eu une épidémie mondiale, avec des millions de morts, et il y a la crise, avec des millions de chômeurs en plus. Et, dans les consciences, les choses ne sont pas comme avant. Le gouvernement a géré la crise sanitaire en mentant à la population et en faisant passer les intérêts des entreprises, c'est-à-dire des actionnaires, avant la santé des travailleurs. Ça s'est vu. Il y a eu une série d'événements que les travailleurs ne sont pas près d'oublier, de la pénurie des masques à celle des vaccins, ou encore, tout récemment, la panne des numéros d'appel d'urgence.

Pendant toute une nuit, 10 à 20% des appels au Samu, aux pompiers ou à Police secours ont été bloqués. À cause de cela, en Vendée, un enfant de 28 mois n'a pu être sauvé à temps. En Bretagne, un homme de 63 ans a dû être emmené par sa femme aux Urgences, où il est décédé. Sur l'île de La Réunion, deux autres décès seraient liés à la panne.

C'est l'opérateur Orange, l'ex-France Télécom, qui est responsable. En tant qu'opérateur historique, il a la charge de ces appels. Quand un numéro d'urgence est composé, des équipements d'Orange prennent automatiquement la communication et la redirigent vers le centre de secours le plus proche.

Or les équipements concernés fonctionnent sur la base d'une vieille technologie cuivre, qui a récemment laissé des clients sans communication pendant des semaines. Suite à ce scandale, Orange a dû annoncer un « plan cuivre » de 10 millions d'euros. Comparé aux milliards d'euros dépensés par ces opérateurs pour obtenir les licences de la 5G, cela montre qu'Orange ne s'est pas soucié de la maintenance de cette vieille technologie dont il veut se débarrasser.

Pourtant, les télécommunications étaient une entreprise d'État réputée moderne, même en comparaison de ce qui existait dans les autres pays riches. Mais elle a été dépecée pour que SFR, Bouygues, Orange ou Free se partagent les marchés d'Internet et des téléphones mobiles. Ils en

ont fait une jungle, où ils accumulent des milliards d'euros de bénéfices chaque année, en imposant des tarifs exorbitants, tout en se déchargeant de la maintenance sur des cascades de sous-traitants qui ne se sentent plus responsables de rien.

Le gouvernement a fait tout une mise en scène. Macron a fait part de sa préoccupation. Castex a dit qu'il faudrait tirer toutes les conséquences. Darmanin a déploré des dysfonctionnements graves et inacceptables et a convoqué le PDG d'Orange. Comme si l'État n'était pas l'actionnaire principal de cet opérateur ! Et comme si ce gouvernement et ceux qui l'ont précédé n'étaient pas responsables de la dégradation dans ce secteur !

C'est une défaillance de plus, venant après toutes celles des autorités dans la gestion de la pandémie. Cela a accru la méfiance envers le gouvernement et l'État. Il faut que cette méfiance s'exprime et qu'il soit clair que le désaveu vient des travailleurs. Les élections régionales en donnent l'occasion.

Les travailleurs doivent faire entendre la voix de leur camp, de leur classe sociale. Ils doivent protester contre la dégradation des services qui devraient être publics (hôpitaux, transports, équipements collectifs) et mettre en avant leurs revendications de classe. Un vote ne changera pas à lui seul leur sort. Pour cela, il faudra des luttes sociales explosives et déterminées. Mais une élection peut permettre de faire connaître un programme correspondant aux intérêts matériels et politiques du monde ouvrier.

Contre le chômage, il faut répartir le travail entre tous sans diminution de salaire.

Contre l'inflation, il faut augmenter les salaires et les pensions, et les indexer sur le coût de la vie.

Contre la domination capitaliste et la loi du profit, il faut que les travailleurs imposent leur contrôle sur l'économie.

Ils sont à la base de tout le fonctionnement de la société et sont les seuls qui peuvent la diriger dans l'intérêt de la collectivité. Les travailleurs qui voteront pour les listes Lutte ouvrière montreront qu'ils ne se laissent pas tromper par les discours des partis bourgeois. Ils exprimeront leur accord avec ces mesures de bon sens. Ce geste sera un gage pour l'avenir, pour que la classe ouvrière les impose elle-même par sa propre mobilisation.



Rennes, le 1^{er} mai 2021.

Réforme des retraites : c'est toujours non !

En précampagne présidentielle, Macron a relancé son projet d'attaque des retraites, suspendu après deux mois de grèves et de manifestations.

Alors qu'il s'agit d'une attaque contre les travailleurs et les retraités, la main sur le cœur, le président se présente en défenseur des titulaires de petites pensions qui gagnent moins de 1000 euros par mois.

C'est ainsi que Macron justifie le retour sur la table de la réforme des retraites. « Est-ce que nous pouvons ne rien faire sur la retraite dans les mois qui viennent ? » s'est-il doctement demandé lors de son déplacement dans le Lot, avant d'affirmer : « La France est un des pays où on travaille le moins. » Il fallait oser, alors que la crise a jeté à la rue des centaines de milliers de travailleurs, et va sans doute en jeter des centaines de milliers d'autres

dans les prochains mois. Dans ce contexte, vouloir faire travailler les salariés encore davantage, que ce soit en reculant l'âge de départ en retraite, par exemple de 62 à 64 ans, ou en augmentant les années de cotisation nécessaires à une retraite pleine, peut-être jusqu'à 43, est encore plus indécent que lors de la première mouture de cette réforme en 2019.

Celle-ci avait alors suscité un des mouvements de grève les plus importants de ces dernières années, notamment dans les transports, mouvement qui s'est éteint avec le début de l'épidémie et le premier confinement. Mais, pendant des semaines, les grévistes avaient dénoncé cette réforme, qui



En décembre 2019.

prétend faire travailler toujours davantage les actifs sous prétexte de donner le surplus aux petites retraites. En réalité, depuis des années, avec les multiples réformes des retraites, dont celle-ci n'est que le dernier avatar, les pensionnés ont beaucoup perdu.

Et puis, surtout, c'est passer sous silence que les petites retraites sont la

conséquence directe du bas niveau des salaires des travailleurs actifs. Elles sont le résultat des temps partiels imposés, des petits boulots, des contrats précaires, du gel des salaires, c'est-à-dire au bout du compte de la politique du patronat et des gouvernements à son service.

Pour l'instant, Macron sait que la question est délicate, à quelques mois de

l'élection présidentielle, et il craint, comme les autres responsables politiques, de rallumer la mèche de la contestation. Mais il ne faut pas s'y tromper : il cherche l'angle d'attaque. Les travailleurs doivent opposer leurs propres exigences : pour financer les salaires et les retraites, il faut prendre sur les profits.

Camille Paglieri

Féminicides : est-ce ainsi que les hommes vivent ?

Mardi 8 juin, pour la cinquantième fois depuis le début de l'année, une femme tombait sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint.

L'histoire et les circonstances sont bien sûr à chaque fois différentes et les procès, lorsqu'il y en

a, individualisent chacun de ces crimes. Mais une telle accumulation, une telle répétition et depuis si

longtemps, car si le terme de féminicide est récent le fait est immémorial, démontrent qu'il s'agit d'un fait social.

Devant la pression des organisations féministes et, heureusement, d'une grande partie de l'opinion publique, le gouvernement affirme mettre des moyens pour aider les femmes soumises aux violences conjugales et menacées de mort. Ces moyens sont dérisoires. Dans bien des cas, les conjoints violents ont été signalés, les plaintes ont été déposées, sans que rien ne soit fait jusqu'au dénouement fatal.

Il n'y aurait par exemple que 45 bracelets anti-rapprochement utilisés, sur les mille disponibles. Les tribunaux sont engorgés et les jugements contraignant

au port du bracelet tardent. Entre le moment où une femme trouve le courage d'aller déposer plainte et celui où elle reçoit concrètement de l'aide, il peut se passer une éternité. Et combien de femmes continuent à subir les coups, parce qu'elles n'ont ni endroit où aller avec leurs enfants, ni moyens de vivre hors du foyer ? Contrairement à ce qu'affirment les ministres, l'État ne fait même pas le minimum pour aider les femmes en danger.

Il aura fallu plus d'un siècle de lutte des femmes, de combats révolutionnaires et de pression du mouvement ouvrier pour que l'égalité entre les sexes entre dans la loi, électorale d'abord, civile ensuite. Les droits concrets,

droit de disposer de son corps, égalité salariale, par exemple, n'existent toujours pas. Les femmes, les travailleuses au premier chef, ont à se battre tous les jours pour se faire respecter, car ce monde basé sur l'exploitation du travail humain secrète le mépris des femmes par tous ses pores. L'assassinat comme le viol sont les formes paroxystiques de ce mépris social, ancestral mais pas éternel. C'est pourquoi chaque femme poignardée, défenestrée, abattue en pleine rue, chaque féminicide condamne, au-delà du conjoint criminel, de l'État incapable et des ministres menteurs, toutes les chaînes de l'oppression.

Paul Galois



Manifestation contre les féminicides, à Paris le 24 novembre 2018.

Milliardaires : à qui profite le crime...

Les bourgeois se sont encore enrichis pendant la pandémie. Le classement du journal Forbes l'illustre.

Les milliardaires français sont passés de 39 à 42 et ils ont vu leur fortune augmenter de pas moins de 68 %, passant de 249 à 420 milliards d'euros entre 2020 et 2021.

Rien d'étonnant si le magnat du luxe Bernard Arnault, PDG de LVMH, remporte la palme avec 123 milliards d'euros. En effet le luxe se vend très

bien dans cette période de crise, évidemment chez les plus riches. La majeure partie de la fortune d'Arnault est placée en Bourse. Grâce aux fluctuations de la spéculation, le 24 mai dernier il est même devenu pour quelques heures l'homme le plus riche du monde.

Trois petits nouveaux ont rejoint le club des milliardaires français. Ce sont

des bourgeois que la pandémie a directement engraisés, comme Stéphane Bancel, PDG de l'entreprise Moderna Therapeutics, devenu multimilliardaire en l'espace d'une année. Grâce au vaccin vendu dans 49 pays, sa fortune atteint la modique somme de 5 milliards d'euros.

Tous ces bourgeois ont vu leur richesse augmenter avec les cadeaux généreusement distribués par le gouvernement Macron, les milliards destinés

prétendument à sauver les entreprises de la faillite, les exonérations fiscales diverses, la fin de l'ISF. Mais, en dernier ressort, toutes ces fortunes viennent de l'exploitation accrue des travailleurs, ici et dans le monde entier, de la baisse des salaires, de l'augmentation des cadences. Un groupe comme LVMH produit des sacs de cuir qu'il soustrait en Italie, en exploitant des travailleurs sénégalais 13 heures par jour.

D'aucuns prétendent encore que ces patrons l'ont bien mérité, qu'ils ont travaillé dur pour posséder cette fortune. Mais 80 % de ces milliardaires sont des héritiers, des hommes et des femmes qui sont nés avec une petite cuiller en or dans la bouche et qui n'ont même pas à se baisser pour ramasser l'argent. Alors, ces milliardaires auront bien mérité la révolution qui les expropriera !

Aline Urbain

Combattre l'extrême droite : contre l'évolution réactionnaire, il faut des perspectives révolutionnaires

De nombreux partis de gauche, syndicats, associations et collectifs appellent à manifester samedi 12 juin dans des dizaines de villes du pays « pour nos libertés et contre les idées d'extrême droite ».

Cet appel unitaire, signé par une multitude d'organisations, dont la CGT, Solidaires, la FSU, la Ligue des droits de l'homme, la FCPE, SOS racisme, Génération.s, LFI, EELV, le NPA, rejoints par le PCF et le PS, dénonce le « climat politique et social alarmant » du pays dans lequel « s'allier avec l'extrême droite ou reprendre ses idées ne constitue plus un interdit ». Il déplore que « les attaques contre les libertés et les droits sociaux s'accroissent gravement » et dénonce l'adoption de « lois liberticides ».

La montée du RN préoccupe à juste titre les militants ouvriers ou progressistes comme de nombreux travailleurs conscients, en particulier parmi ceux issus de l'immigration. Les idées racistes, xénophobes, islamophobes et les propos sécuritaires ne sont

plus l'apanage du RN. Elles s'étalent dans de nombreux médias et sont reprises sans vergogne par des dirigeants politiques de tout bord. Avec sa campagne contre le prétendu islamo-gauchisme, ses lois contre le « séparatisme » ou sur la « sécurité globale », ou encore l'interdiction de plusieurs manifestations, Macron alimente depuis le sommet de l'État ce climat brun-bleu.

Combattre la progression de ces idées réactionnaires est en effet vital. Mais on peut se demander où est la cohérence de nombre des organisateurs de cette « marche des libertés ». L'appel à celle-ci a été fait le 20 mai, au lendemain de la manifestation des policiers devant l'Assemblée nationale. Ce jour-là, Jadot, Faure et Roussel, dirigeants écologiste, du PS et du PC, qui appellent aujourd'hui à

marcher contre l'extrême droite, s'étaient, sans honte, drapés de tricolore aux côtés des Le Pen, Bardella, Zemmour et autre de Villiers venus se prosterner devant la police. Alors, ne s'agit-il pas pour eux avant tout de redorer leur blason d'opposants à l'extrême droite, après s'en être en fait montrés complices ?

Les partis de gauche portent une lourde responsabilité dans la montée de l'extrême droite. Au pouvoir, ils ont laissé exploser le chômage de masse et la précarité ; ils ont repris à leur compte le nationalisme et la défense des « intérêts de la France » ; ils ont renié une à une les idées progressistes dont ils se disaient porteurs. Élection après élection, au nom du Front républicain, ils ont appelé les travailleurs à voter pour des politiciens aussi réactionnaires que Estrosi ou Bertrand, sans parler de l'appel au vote Chirac à la présidentielle de 2002, semant la confusion. La plupart s'approprient à recommencer lors



Olivier Faure à la manifestation des policiers devant l'Assemblée nationale.

des prochaines élections.

Lorsque ces responsables politiques appellent à manifester contre l'extrême droite au nom des « valeurs de la République », on se demande bien ce que le mot recouvre pour eux. Il est vrai que nombre de travailleurs, de militants, ressentent à juste titre le besoin d'agir contre la progression des idées d'extrême droite, et ces dirigeants voudraient bien s'en proclamer les représentants, non sans arrière-pensées électorales à l'approche du 20 juin. Mais ceux qui veulent vraiment se dresser contre l'évolution réactionnaire doivent le faire au nom d'idées claires.

Les progrès de l'extrême droite sont le fruit de la crise

économique et du discrédit du parlementarisme. Parmi les classes populaires, ils résultent du désespoir, de la résignation et du repli de la conscience de classe. Faire reculer l'extrême droite, qu'elle soit incarnée par le RN ou par n'importe quel autre parti, implique que les travailleurs relèvent la tête et montrent leur force collective, et surtout contestent le pouvoir aux capitalistes qui mènent la société vers le précipice. Seules les idées révolutionnaires, les idées de lutte de classe, peuvent ouvrir une perspective face à l'évolution réactionnaire de la société. On ne peut séparer le combat contre l'extrême droite du combat pour ces idées.

Xavier Lachau

De Saint-Cirq à Tain : tourisme présidentiel

Macron, qui expliquait entamer un tour de France pour prendre le pouls de la population, vient d'avoir une première réponse.

Le 8 juin, à Tain-l'Hermitage, un homme, manifestement d'extrême droite d'après ses paroles, s'est senti suffisamment porté par le climat ambiant pour « en coller une » au président, avant d'être immédiatement embarqué par les gendarmes.

Depuis des années, les partis politiques en concurrence pour le pouvoir font assaut de proclamations sécuritaires,

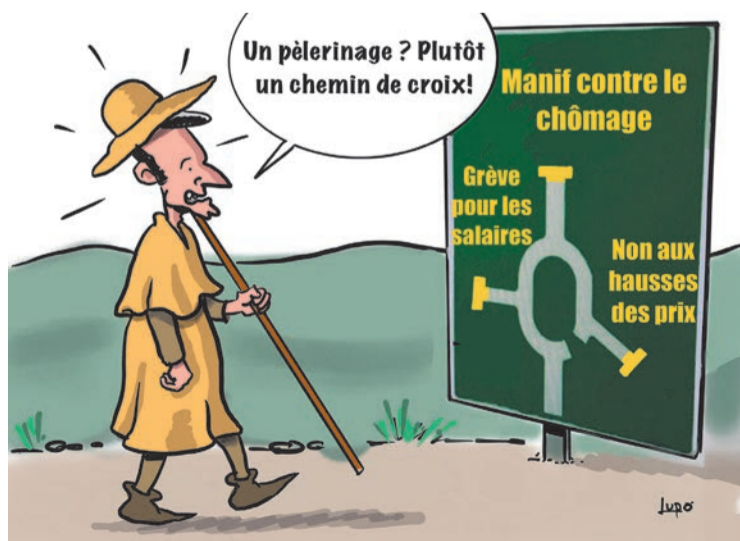
nationalistes, militaristes, policières, répressives, xénophobes, tout l'attirail de l'extrême droite. Le ministre de l'Intérieur de Macron, Gérald Darmanin, tente même de doubler Le Pen sur sa droite et va jusqu'à participer à une manifestation policière dirigée contre son collègue de la Justice. Et voilà que, loin d'affaiblir l'extrême droite, cette surenchère la renforce,

au point de monter à la tête d'un royaliste quand il voit le président passer ! Et aussitôt toute la classe politique, de Mélenchon à Le Pen, s'est portée au secours de l'offensé, fustigeant la violence, dénonçant l'extrémisme, affirmant, comme Castex, qu'à travers le président tout le système démocratique est visé.

Les services de l'Élysée avaient pourtant soigneusement choisi les premières étapes du tour de France présidentiel. Après Saint-Cirq-Lapopie, village touristique s'il en est, il est passé à Tain-l'Hermitage, ville surtout connue pour son côtes-du-Rhône. Fin du confinement, tourisme et gastronomie, Macron veut présenter le bon côté des choses et annoncer le retour des « jours heureux ».

La claque reçue à Tain n'empêchera certes pas Macron de continuer son tour, mais elle aura donné au monde politique qui l'entoure une occasion de plus de se ridiculiser.

Paul Galois



Mélenchon : pour l'amour de Biden

« Les décisions de Joe Biden [...] donnent à des gens comme moi un point d'appui considérable, dont on ne pouvait même pas rêver il y a encore deux ou trois ans, [...] quand il décide d'un impôt mondial [et] de distribuer un chèque de 1 400 dollars à chaque Américain. »

Cet éloge enthousiaste du chef de l'État capitaliste le plus puissant de la planète est dû à Jean-Luc Mélenchon, qui l'a prononcé sur France Inter dimanche 6 juin. Récemment, il avait déjà applaudi Biden lorsqu'il avait évoqué la levée éventuelle des brevets sur les vaccins contre le coronavirus. Le secrétaire national du PCF Fabien Roussel ayant dit à ce propos que le président américain pourrait avoir sa carte du PCF, Mélenchon s'est-il senti tenu de renchérir dans la Bidenmania ?

Aux intervieweurs de France Inter qui disaient s'étonner que Mélenchon, qu'ils qualifiaient sans rire de « marxiste », puisse applaudir le

président du pays phare du capitalisme, il a répondu en appelant à la rescousse Jospin. Ce même Jospin, qui fut le Premier ministre d'un gouvernement PS-PCF-Verts de 1997 à 2002, s'était vanté lors de la présidentielle de 2002 d'avoir plus privatisé en cinq ans que la droite en sept ans !

Et, pour qui aurait oublié qu'il fut ministre de Jospin, ou qui douterait encore de son respect de la propriété capitaliste, Mélenchon a enfoncé le clou : « Si vous voulez la confiscation de toute la propriété, vous votez pour Lutte ouvrière ou pour le NPA. »

On ne le lui fait pas dire.

Pierre Laffitte

Droit de procréer : avancée à pas de tortue

Les 5 et 7 juin, les réactionnaires de la Manif pour tous étaient de sortie. Ils tenaient à faire entendre leur opposition à ce qu'ils appellent « les dérives idéologiques du gouvernement », au moment où le projet de loi relatif à la bioéthique, et notamment le droit à la procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes, était examiné en nouvelle lecture par les députés.

Ils étaient quelques dizaines à Nantes et à Angers, deux cents à Paris, à vouloir interdire aux femmes célibataires ou en couple homosexuel d'avoir recours légalement à la PMA pour avoir un enfant, et au remboursement du coût de la technique mise en œuvre. Aux cris de « Liberté, égalité, paternité », ou du recuit « La

famille, c'est un papa et une maman », ils prétendaient imposer à tous leur norme familiale. Le geste est très connoté donjon et blason, à l'heure où les familles, et surtout les familles populaires, ont explosé du fait du chômage, des multiples difficultés quotidiennes et de la nécessité de se déplacer pour trouver un

emploi. Leurs manifestations permettent surtout à quelques politiciens de droite extrême de se présenter comme un rempart contre une évolution sociale à laquelle près de 70% de la population adhère.

Cette promesse de campagne de Macron datant de 2017, si elle est finalement adoptée en 2021, aura mis des années à voir le jour. De Conseil des ministres en Assemblée nationale, avec passage devant les sénateurs, elle se sera heurtée à plusieurs milliers d'amendements pour, simplement, éviter aux femmes lesbiennes ou célibataires qui le souhaitent de procréer



Avant le droit à la PMA pour toutes.

sans encadrement médical, en prenant des risques pour leur santé. Elles doivent actuellement avoir recours à des « PMA artisanales », devant se rendre dans les pays où la PMA pour toutes est autorisée, comme l'Espagne et bien d'autres. Il leur reste alors à affronter l'insécurité juridique et la charge financière.

Alors qu'un quarteron de députés LR joue le jeu de l'opposition très à droite en posant, cette fois encore, plus de 1 500 amendements, le ministre de la Santé, Olivier Véran, se prend à espérer que « nous y sommes enfin ». Et d'attribuer à cette loi, et donc

au gouvernement dont il fait partie, rien moins que « la marque d'un progressisme qui a gardé le sens des conquêtes », en affirmant de surcroît sans rire parler en connaissance de cause, car il n'a « jamais perdu [sa] boussole militante ». Les victimes de sa politique d'économies sur la santé apprécieront.

Si ce texte de loi est enfin voté, faisant passer dans le droit une simple situation de fait pour des milliers de femmes concernées, Macron s'en attribuera peut-être le mérite et ce sans la moindre dépense, mais ce ne sera qu'élémentaire justice.

Viviane Lafont

Loi sur le terrorisme : tous suspects

Un projet de loi sur la prévention du terrorisme a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 2 juin. Pour l'essentiel, il vise à rendre légales des pratiques de surveillance de la population déjà mises en œuvre discrètement par les services de l'État.

Alors que jusqu'à présent seule la surveillance d'individus suspectés ou de leurs contacts était légale, il ne sera plus nécessaire d'être désigné comme tel par la police. Tout un chacun pourra être surveillé en toute légalité par l'appareil d'État. Il lui suffira de faire une recherche sur Internet selon un mot-clé figurant dans une liste policière pour que cela soit, au minimum, conservé et archivé, et éventuellement débouche sur une surveillance plus active par la police. L'État s'arroge le droit de surveiller et d'enregistrer les connexions Internet de toute la population.

Accessoirement, un renseignement obtenu dans le cadre d'une surveillance pour terrorisme pourra être utilisé pour tout autre chose : ce sera notamment le cas dans le domaine de « l'intelligence économique ». Autrement dit, l'aide aux grandes entreprises françaises dans leur compétition permanente avec leurs rivales, sera assurée sous couvert de lutte contre le terrorisme.

Quelle sera l'efficacité de la nouvelle loi ? Nul ne le sait. Aux États-Unis, la surveillance généralisée de l'Internet par mot-clé est déjà pratiquée depuis une vingtaine d'années,

et pourtant le terrorisme frappe toujours, comme le montre par exemple l'attentat qui a détruit une rue du centre-ville de Nashville le jour de Noël 2020.

La multiplication des lois sécuritaires est une facette de la compétition entre les partis de gouvernement, surtout à l'approche d'échéances électorales. Ainsi, il est à peu près certain que la droite majoritaire au Sénat va s'emparer de la discussion sur ce projet de loi, à quelques jours des élections régionales et départementales, pour surenchérir sur le gouvernement et réclamer encore plus de pouvoirs pour la police.

Mais au fond cette surveillance généralisée est une sorte d'aveu : c'est bien toute la population que l'État considère comme son ennemie.

Lucien Déroit

150 ans après la Commune : l'archevêque n'a rien appris ni rien oublié

Samedi 29 mai, l'archevêque de Paris a organisé une procession commémorant ceux qu'il appelle les martyrs de la Commune de Paris, sur les lieux mêmes de leur exécution.

Le pape avait patronné la manifestation en accordant l'indulgence plénière aux processionnaires, soit un ticket prioritaire pour le paradis.

Malgré cette promesse sensationnelle, il ne s'est trouvé que trois cents grenouilles de bénitier d'âges divers pour parcourir les rues de Ménilmontant derrière les prêtres en grande tenue. Les martyrs ainsi honorés ne sont évidemment pas les 20 000 communards tombés pendant les combats ou fusillés en masse par l'armée, pas plus que les milliers de condamnés, exécutés ou déportés après la victoire de la République bourgeoise sur la Commune ouvrière. Les martyrs de l'archevêque sont les dix prêtres pris alors en otages par la Commune en vue de les échanger contre

des militants emprisonnés, le vieux révolutionnaire Blanqui en particulier. Thiers ayant refusé l'échange, peu soucieux de la vie d'une poignée de curés mais craignant de rendre un chef aux insurgés, les otages furent fusillés au moment où les Versaillais entamaient leur massacre final.

La procession ayant soulevé quelques réactions à son passage, les organisateurs ont mollement affirmé que leur geste était strictement religieux. Certes, comme l'étaient ceux de leurs prédécesseurs bénissant depuis bientôt deux millénaires les armes de tous les défenseurs de l'ordre établi, soutiens des puissants, massacreurs de peuples et fusilleurs d'ouvriers...

Paul Galois

Arbitraire gouvernemental : le POID interdit de manifestation !

Le Parti ouvrier indépendant et démocratique (POID) avait prévu de manifester samedi 5 juin à Paris, sous les mots d'ordre « Pour la démocratie contre la V^e République », « Dehors Macron, le plus tôt sera le mieux » et « Pour une industrie nationalisée de la pharmacie pour produire des vaccins en nombre ».

Une demande d'autorisation avait été déposée

le 28 avril. Mais le 2 juin, trois jours avant la manifestation, la préfecture de Paris lui a notifié l'interdiction, au prétexte que la manifestation était de nature « à troubler l'ordre public ». Le POID a aussitôt déposé un recours en référé, qui a été rejeté sous les mêmes prétextes fallacieux. Seul a été autorisé un rassemblement, qui s'est effectivement tenu sur une place de la Nation

entièrement bouclée par la police.

Comme il était prévisible, les mesures d'exception votées sous prétexte de lutte contre le terrorisme aboutissent à donner à l'État des moyens toujours plus arbitraires. Le préfet Lallement et au-dessus de lui le gouvernement en prennent à leur aise avec la liberté de manifester. C'est intolérable.



La liste Lutte ouvrière en PACA

Comme les têtes de listes départementales, la plupart des candidats de la liste Lutte ouvrière en Provence-Alpes-Côte d'Azur sont des ouvriers de l'aéronautique, de la métallurgie ou du bâtiment, des employés dans les services postaux, l'éducation, l'aide à domicile ou l'hôpital.

Mais qu'ils travaillent dans le privé ou dans le public, tous ressentent l'aggravation de leurs conditions de travail, alors que les intérimaires ou les contractuels sont remerciés et que de nombreux postes continuent d'être supprimés.

À Airbus Helicopters-Marignane, le patron a profité de la crise sanitaire pour imposer la fermeture de salles de pause ou la réduction du temps de repas à certains horaires. Les vacances de 10 heures à coups d'heures supplémentaires, les samedis travaillés, les jours de congé volés, tout est utilisé pour faire travailler plus. Comble du mépris, alors que les salaires sont au plancher avec 0,4% d'augmentation générale, la direction propose une prime de participation pour 2021 de 2,09 euros ! Au nom de la compétitivité, les sous-traitants sont toujours

plus pressurés, et pour des salaires que certaines entreprises, comme SIMRA ou Derichebourg, voudraient même diminuer !

Le secteur public subit la même surcharge de travail. Le personnel de la réanimation de l'hôpital Sainte-Musse, à Toulon, a dû faire grève à plusieurs reprises en avril et mai pour des embauches et une revalorisation salariale. Comme dans tous les hôpitaux, le gouvernement a voulu diviser le personnel hospitalier entre ceux qui sont revalorisés et ceux que le Ségur de la santé a volontairement laissés de côté. Pour l'instant, les hospitaliers revendiquent catégorie après catégorie, mais ces journées successives contribuent à préparer un mouvement, qui devra se généraliser pour arracher des salaires dignes et des embauches massives.

Autant dire que les

objectifs que défend Lutte ouvrière dans ces élections trouvent de l'écho parmi les travailleurs que nous côtoyons, dans les entreprises comme dans les activités publiques. La répartition du travail entre tous et l'augmentation conséquente des salaires apparaissent comme des mesures de bon sens, qui doivent passer avant les profits des capitalistes, mais qu'il faudra imposer par des luttes massives et déterminées.

Pendant la pandémie, des dynasties locales riches, comme la famille Bellon, actionnaire principal de la multinationale Sodexo, ou la famille Reinier, à la tête du groupe Onet, ont maintenu leur fortune, tandis que les saisonniers de la restauration ou les agents de sécurité et du nettoyage perdaient les contrats précaires qui leur permettaient tout juste de vivre. De Marseille à Nice, la pauvreté a explosé, et avec elle le nombre de colis alimentaires distribués.

L'enrichissement éhonté, l'exploitation scandaleuse ne connaissent pas de frontières, comme vient de le montrer le procès contre une société d'intérim, Terra Fecundis, qui fournit des travailleurs détachés aux propriétaires d'immenses vergers et de batteries de serres du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône. Travaillant dans les champs jusqu'à 14 heures par jour, parfois sans eau potable à disposition, hébergés dans des conditions indignes, ces ouvriers agricoles, originaires d'Amérique du sud ou d'Afrique, sont obligés d'accepter ces conditions de travail et de vie.

Ces travailleurs étrangers, comme tous ceux d'immigration plus ancienne, sont certes privés de l'élémentaire droit de vote, mais ils ont toute leur place dans le combat commun pour changer cette société inhumaine !

Créteil: "tout dépend de nos luttes"

La rencontre avec Nathalie Arthaud le 28 mai à Créteil a fait carton plein: aucun siège vide dans la salle, limitée à 80 par la jauge sanitaire.

L'influence du RN inquiète beaucoup, mais les partis de gauche eux-mêmes, après avoir gouverné contre les travailleurs, alimentent les préjugés nationalistes ou sécuritaires. Concernant la police, « ils ont oublié de dire que la première insécurité, c'est de ne pas avoir d'emploi », a relevé Nathalie. Josefa Torres, technicienne à Sanofi, rappelait n'avoir jamais vu la police intervenir pour autre chose que pour taper sur les grévistes.

Des membres du collectif de locataires de Liberté Maisons-Alfort loyers ont

témoigné de leur lutte et de leur organisation collective depuis plusieurs semaines contre le déconventionnement de leur HLM et les hausses de loyers.

Plusieurs interventions ont aussi dénoncé la privatisation de services publics et les attaques contre les travailleurs, notamment à la RATP. Mais, comme l'a dit un conducteur de bus, « ce n'est pas à la région que cela se décide, tout dépend de nos luttes ». C'est bien le sens de notre campagne pour les élections régionales.

Correspondant LO



À Créteil.

Aux Mureaux: face à des attaques antiouvrières qui s'accélèrent

Plusieurs dizaines de personnes ont assisté le 29 mai aux Mureaux, commune ouvrière des Yvelines, à une réunion de présentation de la liste d'Ile-de-France.

Hélène Janisset et Thierry Gonnot, tous deux candidats, ont développé l'intérêt d'une telle liste, dans un contexte où les attaques contre les travailleurs s'accélèrent. Aussi bien dans des services comme La Poste que dans l'industrie automobile, ce ne sont qu'augmentations des cadences, suppressions de postes, blocages des salaires et menaces sur les emplois. La crise du Covid a été une occasion pour les patrons d'accélérer cette évolution, avec notamment les menaces sur la proche usine

Renault de Flins.

Un participant se désolait d'entendre bien des voix, auparavant discrètes, exprimer des opinions réactionnaires indigentes, comme si les chômeurs et les réfugiés venant d'outre-Méditerranée étaient responsables de la dégradation des conditions de vie de tous. Ces voix-là s'entendent davantage quand celle, collective, des travailleurs se tait; mais, qu'elle se réveille, et les insanités nationalistes ou d'extrême droite deviendront bien moins audibles !

Correspondant LO

À nos lecteurs

Pour les élections régionales, Lutte ouvrière a fait imprimer à destination des bureaux de vote des bulletins à hauteur de 50% du nombre d'électeurs, en plus des bulletins envoyés à domicile. Il y aura, par exemple, 500 bulletins pour un bureau de 1000 électeurs. Cela devrait suffire, à condition que nos bulletins soient bien répartis par les préfetures et les mairies. Nous serons reconnaissants à tous nos lecteurs et amis de nous aider à le vérifier, par exemple en allant voter dès l'ouverture des bureaux de vote, dimanche 20 juin à 8 heures. Si nos bulletins



manquaient dans un bureau de vote, merci de nous en avertir

- par téléphone: 01 48 10 86 20
 - par courriel: contact@lutte-ouvriere.org
- Merci à tous !

Faire entendre le camp des travailleurs : la liste Lutte ouvrière en Bourgogne-Franche-Comté



En Bourgogne-Franche-Comté, les emplois dans l'industrie représentent 25% du total, ce qui la classe parmi les régions les plus industrialisées du pays.

En Franche-Comté, à l'est, dans la zone frontalière avec la Suisse, l'industrie automobile et métallurgique domine. PSA y est implanté depuis plus d'un siècle. Là, il y a de grosses entreprises de près de 9000 salariés dans le groupe Stellantis (ex-PSA), de 3500 à General Electric et Alstom à Belfort. Des centaines de

sous-traitants en dépendent, installés jusque dans les départements voisins, comme MBF, une fonderie d'aluminium jurassienne. Cette concentration de trusts de taille mondiale fait que la classe ouvrière y est à la fois nombreuse et concentrée.

La Bourgogne est une région agricole mais en même temps marquée par

une vieille tradition industrielle comme au Creusot en Saône-et-Loire, ou à Imphy dans la Nièvre. Vin oblige mais aussi vaches charolaises et fromage, l'industrie y est autant agroalimentaire que métallurgique. Cela donne des entreprises très diversifiées et implantées de façon diffuse. Aussi, nombre de petites villes sont complètement ouvrières, comme Montbard, dans le nord de la Côte-d'Or, ou Avallon dans l'Yonne.

C'est cette réalité d'une importante classe ouvrière, avant tout industrielle, que traduit notre liste. Car elle comprend à la fois des travailleurs de grandes entreprises, comme Michel Treppo, tôlier-retoucheur à l'usine PSA de Sochaux, Cédric Fischer, ouvrier à l'usine PSA de Vesoul, Daniel Rouillon, soudeur à Alstom et aussi des salariés des services publics: Sylvie Manigaut, postière dans l'Yonne, Geneviève Lemoine, assistante sociale dans la Nièvre, Pascal Dufraigne, cheminot en Saône-et-Loire. Fabienne Delorme, en Côte-d'Or, est enseignante comme Dominique Revoy, dans le Jura. Quant à notre tête de liste régionale, Claire Rocher, elle est infirmière au CHU de Dijon.

Notre liste n'est pas là pour défendre les intérêts régionaux des notables et des bourgeois locaux mais les intérêts de classe des travailleurs à l'échelle du pays.

À Nantes : "Se révolter, c'est retrouver sa dignité"

160 personnes sont venues à la réunion de Nathalie Arthaud à Nantes le 3 juin. Après une introduction de Nathalie, témoignages et questions à la tribune se sont mêlés.



Un intervenant se réclamant de l'écologie voyait en Lutte ouvrière la seule liste de gauche, et s'interrogeait sur l'absence de l'impôt sur la fortune dans notre programme. L'occasion de préciser que les révolutionnaires et la gauche ne sont pas la même chose; le combat contre le capitalisme ne vise pas à amoindrir (très faiblement) les revenus du capital, mais à les supprimer.

Mais ce sont les

témoignages sur les difficultés rencontrées sur les lieux de travail qui se sont multipliés. Une postière a raconté comment, au début du premier confinement, rien n'était prévu par la direction pour protéger les salariés obligeant les facteurs à se mobiliser pour réclamer des protections. Une infirmière retraitée a dénoncé le manque de moyens et les suppressions de poste en psychiatrie. Une auxiliaire de vie a dit combien la

crise sanitaire avait aidé à la prise de conscience de ses camarades de travail. Ces 430 salariées sont essentiellement des femmes « comme dans tous les emplois les plus mal payés et les plus difficiles... à qui on a dit qu'elles étaient nées pour faire ce travail ». Militante de la CGT depuis vingt ans, elle pouvait

leur parler de révolte car « se révolter c'est retrouver sa dignité » et même d'une politique non réservée à « ceux d'en haut ».

Beaucoup de choses restaient à discuter quand le couvre-feu a obligé la réunion à se clore, non sans avoir chanté l'Internationale.

Correspondant LO

À Reims : répartir le travail entre tous

Le 29 mai, lors de la réunion de Nathalie Arthaud à Reims, une militante aide-soignante en Ehpad, pleine d'émotion et de colère, a dénoncé le statut de ces établissements.

Enrageant de voir leurs propriétaires s'enrichir par des tarifs exorbitants et des conditions de travail scandaleuses, elle a décrit le manque de personnel et des horaires qui rendent impossible de fournir tous les soins et l'accompagnement nécessaires aux patients, et qui accablent les travailleurs en les empêchant de profiter de leur vie personnelle.

Pour mettre fin à de

telles situations, alors qu'il y a dans le même temps des millions de chômeurs, imposer la répartition du travail entre tous est une nécessité. Lutter pour cela, c'est aussi se battre pour faire prévaloir les idées de lutte de classe et les idées communistes, les seules qui soient porteuses d'avenir pour l'ensemble de la société.

Correspondant LO

Réunions publiques

Judi 10 juin

Toulouse

18h30, avec Nathalie Arthaud, Malena Adrada et Olivier Le Penven

La Rochelle

18 heures, avec Guillaume Perchet et Antoine Colin

Vendredi 11 juin

Dijon

18 heures, avec Nathalie Arthaud et Claire Rocher

Samedi 12 juin

Belfort

15 heures, avec Claire Rocher

Mardi 15 juin

Tours

18 heures, avec Nathalie Arthaud et Farida Megdoud

Troyes

19 heures, avec Jean-Pierre Mercier et Romain Vallée

Mercredi 16 juin

Évreux

18 heures, avec Pascal Le Manach et Mélanie Peyraud

Lyon

19 heures, avec Nathalie Arthaud et Chantal Gomez

Dimanche 13 juin à 15 heures

Meeting de Nathalie Arthaud au rassemblement festif de Presles

(voir en pages 8 et 9)

Le meeting sera diffusé en direct sur Internet: <https://www.lutte-ouvriere.org/direct>

Sur <https://www.lutte-ouvriere.org/regionales> nos lecteurs trouveront:

- les détails de ces rendez-vous, ainsi que la liste complète des réunions de nos listes.
- la composition de l'ensemble de nos listes
- nos circulaires électorales et dépliants de campagne
- des liens vers les interventions de nos candidats dans les médias
- une revue de presse
- un formulaire de contact, en vue des votes par procuration

RASSEMBLEMENT FESTIF DU 13 JUIN

De 9 heures à 20 heures, à Presles, dans le Val-d'Oise

Lutte ouvrière organise un rassemblement festif dimanche 13 juin. Dans le respect des contraintes sanitaires aujourd'hui obligatoires, un meeting avec Nathalie Arthaud, des débats, des concerts sont programmés. Il sera possible de se restaurer. La fête habituelle de Lutte ouvrière n'a pas pu se tenir cette année, mais la même chaleur humaine, la même fraternité et l'envie de changer cette société seront au rendez-vous de cette journée.

Au programme



à 15 heures
au Grand podium

Meeting de Nathalie Arthaud

avec les têtes
de listes régionales
de Lutte ouvrière

Espace Karl Marx

- 9 heures: Alain Lecaire, *France: une industrialisation à pas de tortue*
- 10 heures: Christian Gasquet, *Chili 1970-1973*
- 11 heures: Jean-Jacques Marie, *Vivre dans la Russie de Lénine*
- 12 heures: François Graner, *L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda*
- 13 heures: Mehdi Charef, *Rue des Pâquerettes et Vivants*
- 14 heures: **Combat ouvrier**, Martinique-Guadeloupe: le statut politique et les intérêts des travailleurs
- 16h30: **Arlette Laguiller, Toujours militante**
- 17h30: Julien Chuzeville, *Léo Frankel. Communard sans frontières*
- 18h30: Chloé Leprince, pour le livre d'Édith Thomas, *Les «Pétroleuses»*



La Compagnie Jolie Môme

Spectacles

Sur le grand podium

- 11 heures: Compagnie Jolie Môme, chansons contestataires
- 13h45: Agnès Bihl l'effrontée, récital « Il était une femme » mariant le verbe à l'humour pour croquer son époque



Flavia Coelho

LE SEUL COMBAT QU'ON EST SÛR DE PERDRE
EST CELUI QU'ON NE LIVRE PAS
AGNÈS BIHL



- 17 heures: Flavia Coelho, mélodies entraînantes mêlant reggae, pop et musiques du monde

Dans les allées

Chansons, soul musique, country, blues, rock, le cirque Uhler, théâtre médiéval, opérette.

Expositions

- *La Commune de Paris*: exposition commentée à 11h30.
- *La lutte des soignants contre le Covid et contre le gouvernement*: photos de Serge D'Ignazio, exposition commentée par nos camarades des hôpitaux à 17 heures.

En pratique

Cartes d'entrée

Demandez vos cartes d'entrée à nos militants ou commandez-les en ligne (5 euros minimum de participation aux frais). L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Pour venir

En train: la gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m du lieu du rassemblement. Navette entre la gare de Presles et l'entrée (priorité aux personnes à

mobilité réduite). Horaires sur transilien.com

Départ toutes les heures de Paris-Gare du Nord à partir de 6 h 34. Retour: toutes les heures de 5 h 47 à 23 h 47.

En voiture: le stationnement à Presles est difficile. Parking réservé à 300 m du rassemblement.

Covoiturage: de nombreux piétons cherchent une place en voiture pour aller à Presles le 13 juin. Merci aux automobilistes qui en ont de les proposer :

www.mobicoop.fr/covoiturages-evenements/665/Rassemblement-festif-de-Lutte-Ouvriere-2021

Il est simple de s'inscrire sur Mobicoop. Il n'y a rien à payer en ligne. La plateforme, qui est gratuite, propose un tarif par passager, pour paiement de la main à la main lors du trajet. Mieux vaut que conducteur et passager se parlent directement au téléphone pour se mettre d'accord sur un rendez-vous.

Informations: <https://13juin.lutte-ouvriere.org/>

Covid-19

La réglementation et la préfecture imposent à tous les participants (de plus de 11 ans), comme pour tous les rassemblements de plus de 1000 personnes, la présentation d'un pass sanitaire, soit à l'heure actuelle: un certificat de vaccination complète, un test négatif de moins de 48 heures (PCR ou antigénique) ou un certificat de guérison du Covid-19. Nous tenons à protéger tous les participants, et nous respectons les gestes barrières.



RASSEMBLEMENT FESTIF DU 13 JUIN



Nos amies les bêtes

Malgré notre amour de la nature et notre affection pour les amis à quatre pattes, il n'est pas possible d'admettre les chiens dans l'espace du rassemblement, à l'exception naturellement des chiens guides d'aveugle.

Forums d'entreprise

- **11 heures - Transports:** les travailleurs face aux attaques et à la mise en concurrence
- **13h 30 - Hôpitaux:** la santé plus malade du capitalisme que du Covid
- **16h 30 - Automobile:** délocalisations, relocalisations: une politique au service de qui?

Forums politiques

- **9h 30 - L'impérialisme français au Sahel**
- **10h 30 - L'industrie pharmaceutique**
- **11h 30 - Contre l'oppression des femmes**
- **12h 30 - La politique sanitaire du jeune État soviétique dans la Russie révolutionnaire**
- **13h 30 - Comment combattre l'extrême droite?**
- **16h 30 - Palestine-Israël**
- **17h 30 - Protectionnisme et étatismisme économique**
- **18h 30 - Violences policières**

Librairies

Notre librairie générale proposera un large choix, essentiellement en collection de poche, de romans, de témoignages, de livres historiques et politiques.

Également, une deuxième librairie proposera toutes les publications de Lutte ouvrière.

L'arboretum

- **110 espèces différentes d'arbres du monde entier.**
- **Sur six thèmes différents, des promenades commentées de 50 minutes.**
- **Animations au Pavillon de l'arbre.**



Espace Rosa Luxemburg

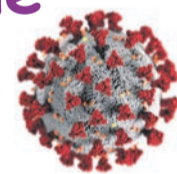
- **9 heures:** L'Égypte antique
- **10 heures:** La social-démocratie allemande et la Commune de Paris
- **11 heures:** La révolte des Ciompi
- **12 heures:** La Révolution russe et l'émancipation des femmes
- **13 heures:** Vive la Commune!
- **14 heures:** 1920, la naissance du Parti communiste
- **16h 30:** Lutttes de classes et religion au Moyen Âge
- **17h 30:** L'Union des femmes pendant la Commune de Paris
- **18h 30:** La Vienne « rouge » des années 1920 et 1930

Espace scientifique

Autour du Covid...

- **9h 30 - Épidémies et calculs**
 - **10h 30 - La vaccination**
 - **11h 30 - Vaccins et virus: c'est quoi l'ARN?**
 - **12h 30 - Mesurer une épidémie avec la cartographie**
 - **13h 30 - La domestication des animaux: le lait, la viande et les virus**
 - **17 heures - Conférence de Marc Peschanski: « Le Covid 19, ce qu'il est et ce qu'il révèle du capitalisme »**
 - **19 heures - Comment on teste les médicaments**
- ...et plus encore!**

- **9h 30 - L'influence des mathématiques arabes**
- **10h 30 - Les preuves expérimentales du Big Bang**
- **11h 30 - L'enfer de la spéculation**
- **12h 30 - Sommes-nous seuls dans l'Univers?**
- **13h 30 - Les singes et le langage**
- **17h 00 - La révolution copernicienne**
- **18h 00 - À quoi sert la 5G?**
- **19h 00 - Comprendre l'Univers**



SCIENSANO

La roulotte de la science

Nos ancêtres les migrants: les révélations de notre ADN.



Multinationales : mise en scène au G7

Samedi 5 juin à Londres, les ministres des Finances des pays du G7 (le groupe des sept pays les plus riches du monde) ont affirmé leur fort soutien à un projet visant à taxer les profits des multinationales à hauteur de 15% minimum.

Bruno Le Maire a salué cette décision comme une avancée majeure dont « *la France peut être fière* ». Le journal *Le Monde* n'hésite pas à parler d'un pas historique dans l'instauration

d'une fiscalité taillée pour le 21e siècle, rien que ça!

En réalité, cette taxation fort modeste est en dessous des 21% proposés par Joe Biden, mais elle est surtout nettement en dessous de ce

qui se pratique dans bien des pays, dont la France, qui taxe les bénéficiaires à hauteur de 26,5%. Cette mesure donnerait donc un argument supplémentaire au patronat français pour exiger une nouvelle baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, qui n'a en fait jamais cessé de diminuer depuis 1985 où il était à 50%.

Cette réforme, qui tou-



cherait les cent multinationales les plus riches du monde, permettrait selon le G7 de rapatrier l'argent exilé dans les paradis fiscaux et rapporterait aux États du G7, qui abritent la majorité de ces multinationales, 123,5 milliards de dollars supplémentaires. Cela donne en fait une idée des profits faramineux que les grandes sociétés continuent de faire malgré la crise.

Mais surtout, si elle était réellement mise en œuvre, cette taxation apporterait-elle un bénéfice aux classes populaires? Le rôle des États consistant de plus en plus à mettre l'argent public à la disposition du grand patronat, taxer davantage certaines sociétés ne signifie pas prendre sur

les richesses de la classe capitaliste pour les mettre au service de la population, mais seulement établir une répartition plus équitable des profits au sein de la bourgeoisie elle-même.

Les ministres du G7 prétendent également qu'il s'agit d'un rééquilibrage en faveur de ce qu'ils appellent les pays émergents, l'Inde, le Brésil, l'Égypte, etc. Mais qui peut croire qu'entre les mains d'un al-Sissi ou d'un Bolsonaro, cet argent servirait à soulager la misère de leur peuple?

L'annonce du G7 ne mettra certes pas fin à l'accaparement par les capitalistes des richesses créées par le travail. Pour cela, il faut les exproprier purement et simplement.

Denis Aler

Israël : l'extrême droite au pouvoir, avec ou sans Netanyahu

Une alliance hétéroclite, formée le 2 juin par deux partis de gauche, deux du centre, trois de droite et d'extrême droite, rejoints par le parti arabe israélien islamiste Raam, pourrait parvenir à constituer un gouvernement en Israël, obligeant ainsi Benjamin Netanyahu à quitter le poste de Premier ministre, qu'il occupe depuis douze ans sans interruption.

Du côté de la gauche, les travaillistes s'inscrivent dans la continuité de leurs participations précédentes à des gouvernements d'union nationale avec la droite. Situé à gauche des travaillistes, le parti Meretz a justifié son ralliement à une telle coalition au nom de la nécessité d'évincer Netanyahu. C'est en effet le seul objectif commun à ces partis qui prétendent faire voter rapidement une loi interdisant à toute personne inculpée dans une procédure judiciaire d'occuper le poste de Premier ministre. Jugé pour fraude, corruption et abus de pouvoir, Netanyahu se verrait ainsi fermer les portes du gouvernement.

Le vote de confiance devant la Knesset, le Parlement israélien, a été fixé au dimanche 13 juin. La coalition ne disposant que d'une très faible majorité, estimée à 61 députés sur 120, Netanyahu a multiplié les déclarations menaçantes à l'égard des élus qui

voteraient contre lui, appelant ses partisans à manifester devant leurs domiciles. Lancé dans une surenchère vis-à-vis de l'extrême droite, il a apporté son soutien à la « marche des drapeaux », appelée jeudi 10 juin par les mouvements sionistes pro-colons pour célébrer la conquête de Jérusalem en 1967. Comme elle n'a pas été autorisée, contrairement aux années précédentes, à traverser les quartiers arabes de la partie orientale de la ville, les organisateurs ont préféré annuler leur défilé. Netanyahu et plusieurs membres de son parti, le Likoud, ont déclaré, eux, qu'ils manifesteraient, quelles que soient les conséquences, le Hamas ayant menacé d'une nouvelle escalade si la marche était maintenue.

Dans ce climat de tension alimenté par les partisans de Netanyahu, le résultat du vote du 13 juin n'était pas encore assuré. Mais, même si cette prétendue « coalition du changement »

parvenait à mettre fin à l'ère Netanyahu, ce serait pour continuer sa politique. En effet celui qui lui succéderait comme Premier ministre, Natali Benett, est le dirigeant du parti d'extrême droite Yamina (Vers la droite), qui ne dispose pourtant que de sept députés à la Knesset. Loin d'être un nouveau venu, il a enchaîné les portefeuilles dans les gouvernements successifs de Netanyahu, à l'Économie et à la Défense, avant de passer dans l'opposition à la suite des élections de mars 2020. Appartenant au courant sioniste religieux d'extrême droite, il prône la colonisation des territoires palestiniens occupés et s'oppose à toute forme d'État palestinien sur des terres revendiquées au nom de la Bible. Quant au parti arabe israélien islamiste Raam, il avait commencé dans un premier temps par négocier avec Netanyahu, avant finalement de conclure un accord avec le camp opposé, cherchant à monnayer son ralliement au plus offrant.

Autant dire que les Palestiniens n'ont vraiment rien à attendre de cette coalition. Les services de police viennent de lancer une campagne d'arrestations massives, baptisée Loi et ordre, ciblant en particulier les jeunes Arabes israéliens dont la mobilisation a été importante ces dernières semaines. Ces arrestations se sont bien souvent accompagnées d'insultes, d'humiliations et de violences physiques. Avec ou sans Netanyahu, cette répression risque de se poursuivre car c'est la seule réponse que les dirigeants israéliens connaissent depuis soixante-dix ans face à la lutte des Palestiniens pour faire reconnaître leurs droits.

Marc Rémy



Des Arabes israéliens arrêtés par la police.

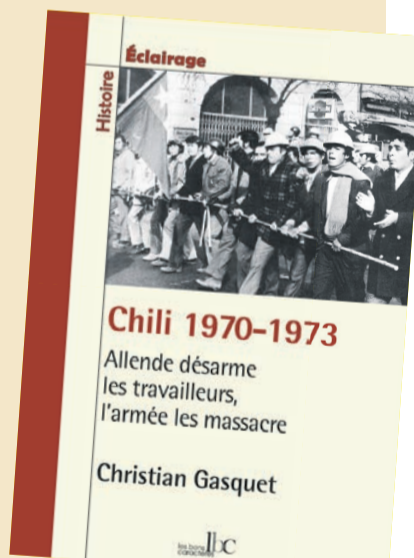
Aux Éditions Les bons caractères : Chili 1970-1973: Allende désarme les travailleurs, l'armée les massacre

Ce livre relate la victoire électorale du socialiste Allende, les espoirs des classes populaires, les trois années du gouvernement de l'Unité populaire, puis le coup d'État du général Pinochet. Le 11 septembre 1973, la junte militaire balaya le gouvernement à coups de canon et se lança dans une répression féroce contre les travailleurs et les militants de gauche.

L'Unité populaire prétendait ouvrir une nouvelle voie vers le socialisme. Mais les partis au pouvoir conseillaient aux travailleurs de se tenir tranquilles, leur refusait la possibilité de s'armer, comme une partie d'entre eux le souhaitaient.

Un demi-siècle après ces événements, cet ouvrage permet de rappeler ces espoirs trahis et ce massacre.

Lutte ouvrière vient de rééditer, parallèlement, une brochure écrite en 1973, peu de temps après la chute d'Allende : « *Chili: un massacre et un avertissement* » (3 euros).



Par Christian Gasquet
Collection Éclairage
Les Bons Caractères
8,20 euros

En vente au rassemblement festif, sur le site des Bons Caractères, puis en librairie à partir de septembre 2021.

Pérou : Pedro Castillo vers la présidence

Au Pérou, sauf coup de tonnerre, mais la vie politique péruvienne n'en est pas exempte, le candidat de centre-gauche Pedro Castillo devrait remporter l'élection présidentielle contre la candidate de la droite dure, Keiko Fujimori. Il aurait la majorité absolue après le décompte de 95 % des votes.

Castillo l'avait déjà largement emporté contre Fujimori au premier tour en avril. Le fait qu'il ait finalement réussi au deuxième tour est un vrai succès, tant la campagne de ses adversaires a été violente. Les possédants, la mafia de droite qui domine le Parlement et les médias n'ont pas cessé de l'attaquer, annonçant que son élection conduirait à une situation aussi désastreuse qu'au Venezuela chaviste, ou en le traitant de communiste, ce qu'il n'est pas, ou de complice de la guérilla du Sentier lumineux.

En revanche, les mêmes avaient les yeux de Chimène pour la candidate Keiko Fujimori, qui tentait pour la troisième fois de s'emparer de la présidence. Elle est

la digne fille de son père, qui purge une peine de prison pour corruption et pour la stérilisation forcée de centaines de milliers de femmes indiennes. Elle-même est poursuivie pour corruption et risque trente ans de prison, autant dire que cette troisième défaite électorale n'arrange pas ses affaires.

Mais il est facile de comprendre que, aux yeux des classes possédantes et de la classe politique péruvienne, cette candidate présentait toutes les garanties. Le Pérou est l'un des pays d'Amérique latine où la corruption est la plus ouverte. La droite parlementaire agit comme une mafia, n'hésitant pas à écarter du pouvoir un président qui prétendrait remettre de l'ordre



Petro Castillo et Keiko Fujimori.

dans la maison. C'est le sort qu'a connu le précédent président, et d'autres avant lui, et qui menace le nouvel élu.

Pedro Castillo n'est pas un politicien professionnel, mais un instituteur qui s'est fait connaître lors des luttes menées par les enseignants en 2017 et qui a une certaine influence dans des secteurs paysans. Il affirme vouloir privilégier dans son mandat l'éducation et la santé. Sur ce dernier point, il aura fort à faire car, avec plus de 180 000 morts, le Pérou est le pays où la pandémie a fait le plus de ravages en proportion de

sa population. Son modèle politique est Evo Morales, qui a su en Bolivie, par le truchement de l'État, imposer des nationalisations et une répartition des richesses moins injuste, qui avait fait nettement reculer l'illettrisme et la pauvreté. Castillo voudrait faire de même, d'où la hargne de ses adversaires.

Castillo, loin d'être un communiste, est en fait ultra-conservateur sur bien des plans. Il s'oppose à l'élargissement du droit à l'avortement, entend s'en prendre aux migrants, et notamment aux réfugiés venus

du Venezuela, envisage la création de milices armées contre la délinquance dans les quartiers et même de rompre avec une convention des droits de l'homme signée par le Pérou, afin de rétablir la peine de mort.

On verra ce qu'il en sera des promesses de Castillo et comment ses adversaires se mobiliseront pour tenter d'étouffer ses projets de réforme. Mais les classes populaires ne peuvent compter sur aucun sauveur suprême pour changer leur sort, et pas non plus sur celui-là.

Jacques Fontenoy

Burkina Faso : l'armée française n'est pas là pour éviter les massacres

Dans la nuit du 4 au 5 juin a eu lieu la pire tuerie jamais perpétrée par un groupe djihadiste au Burkina Faso. 160 personnes, hommes, femmes, enfants, ont été froidement assassinés dans le village de Solhan, dans cette région des trois frontières où la force française Barkhane prétend avoir concentré ses interventions pour anéantir les djihadistes.

Ceux-ci ont d'abord visé le campement des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), ces supplétifs recrutés parmi les habitants et censés défendre leur village. Ils ont ensuite massacré tous ceux qui leur tombaient sous la main, villageois et travailleurs du site d'orpaillage voisin.

Terrorisés, les survivants se sont enfuis dans la ville voisine de Sebba, à une quinzaine de kilomètres, venant ainsi grossir le flot des 1,2 million de personnes qui ont dû fuir leur maison depuis six ans.

Les groupes djihadistes sèment la terreur dans la région. Six villages, sur les

dix-huit que compte celle-ci sont désormais sous leur contrôle. Ils en ont chassé les instituteurs, les conseillers municipaux, et y imposent la loi islamique, n'hésitant pas à couper les mains de ceux qu'ils accusent d'avoir volé. Dans les autres villages, ils se pavanent en plein jour et à visage découvert, comme s'ils étaient en terrain conquis.

L'armée burkinabé est bien incapable de protéger la population. Le détachement cantonné à Sebba n'est intervenu que sept heures après que l'alerte a été donnée. À la mi-mai, le

ministre de la défense, Chérif Sy, avait fait dans la région une tournée qui s'était conclue par un triomphal « *La situation est revenue à la normale* ». Plus soucieux de régler ses comptes avec d'autres chefs de l'armée ou de la Sécurité que de protéger la population, il s'en était pris en plastronnant à « *ceux qui se moussent devant leur bière à Ouaga* ». Dans ce panier de crabes que sont les institutions militaires burkinabé, la grande affaire est plus de profiter de sa situation pour s'enrichir que de mener la guerre aux djihadistes.

La responsabilité de cette situation à la tête du Burkina Faso est historiquement imputable à la France. De 1983 à 1987, le pays avait été gouverné par Thomas Sankara. Celui-ci avait symboliquement rebaptisé l'ancienne colonie française de Haute-Volta du nom de Burkina Faso, « pays des hommes intègres », et avait voulu appliquer cette formule dans sa politique. Les dirigeants français de l'époque, François Mitterrand président et Jacques Chirac premier ministre, le firent assassiner

avec l'aide de leur obligé, le président de Côte d'Ivoire Houphouët-Boigny, et remplacer par un dictateur à leur service, Blaise Compaoré. Celui-ci put alors diriger et piller le Burkina pendant vingt-sept ans, avec le soutien de tous les présidents français, avant d'être renversé par un soulèvement massif de la population mené par le comité « contre la corruption et la vie chère ». François Hollande, alors président, fit exfiltrer Compaoré par l'armée française et manœuvra pour que rien ne change. La corruption et la vie chère se sont perpétuées sous les hommes aujourd'hui au pouvoir.

Quoi d'étonnant alors si un tel pouvoir, où l'exemple de la corruption vient du sommet, est bien incapable de protéger la population et si cette situation renforce les groupes djihadistes ? Quant à l'armée française, son inutilité à éviter de tels massacres a une nouvelle fois été mise en lumière. Elle n'a jamais été présente au Burkina-Faso que pour défendre des dictateurs et protéger des régimes pourris.

Daniel Mescla



Soldats burkinabé.

Grève des AESH : "AESH en colère - enfants, écoles, parents en galère"

Les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), majoritairement des femmes, ont fait grève et manifesté jeudi 3 juin.

Accompagnées de professeurs et de parents, elles ont dénoncé l'inaction du gouvernement quant à l'organisation d'un accueil satisfaisant des élèves en situation de handicap dans les écoles.

« Se lever pour moins de 800 euros, c'est insultant », pouvait-on lire sur une pancarte. Ces travailleuses subissent le temps partiel, souvent entre 20 et 24 heures par semaine, et sont payées au smic

horaire. La plupart des 110 000 AESH sur le territoire ne gagnent pas plus de 800 euros par mois, et beaucoup sont obligées de cumuler deux emplois pour atteindre un salaire leur permettant de vivre. Sous contrat à durée déterminée, elles vivent en outre l'angoisse de son non-renouvellement. Elles condamnent aussi la création des pôles inclusifs d'accompagnement personnalisé (PIAL)



À Paris, le 3 juin.

mis en place par le gouvernement en 2019. Ces pôles, censés mutualiser les aides aux élèves en situation de handicap, dégradent encore plus leurs conditions de travail.

Des AESH jonglent entre sept à huit élèves dans la semaine, d'autres s'occupent de plusieurs élèves dans une même classe, certaines changent d'établissement dans la journée. Leurs emplois du temps peuvent être modifiés du jour au

lendemain pour combler les manques d'accompagnants. C'est épuisant et difficile, car chaque enfant a des besoins spécifiques selon son handicap. Et, comme il n'y a pas de formations, les AESH doivent faire des recherches de leur côté pour savoir comment aider au mieux les élèves dont elles s'occupent.

Ce sont des conditions de travail inacceptables, avec des embauches insuffisantes. En Seine-Saint-Denis,

département le moins bien doté en AESH, 24 000 heures d'accompagnement ne sont pas honorées. Les élèves sont laissés seuls dans les classes. Pourtant il ne manque pas de témoignages de personnes ayant postulé mais n'ayant jamais eu de réponse.

Fatiguées de subir l'irresponsabilité du gouvernement, les AESH ont décidé de prendre leur sort en main en se mobilisant.

Joséphine Sina

Collège Jean-Joudiou - Châteauneuf-sur-Loire : accompagnants scolaires en grève

Jeudi 3 juin, en réponse à l'appel de plusieurs organisations syndicales, l'ensemble du personnel AESH du collège Jean-Joudiou à Châteauneuf-sur-Loire, dans le Loiret, était en grève.

Ces cinq collègues dénoncent la précarité de leur profession ainsi que les nouvelles attaques prévues pour la rentrée scolaire prochaine.

Les AESH sont essentielles dans les établissements scolaires. Ce métier est en grande majorité assuré par des femmes. Elles soutiennent les élèves au quotidien en les aidant à prendre des notes, à se concentrer, en leur reformulant les consignes, en les stimulant sans cesse. Quand elles ne suivent que deux à trois élèves, cela leur permet de bien les connaître,

d'établir une proximité et une confiance avec eux, confiance d'autant plus nécessaire que, en situation de handicap, ils présentent parfois des troubles du comportement.

Au collège Jean-Joudiou, jusque-là il n'était pas rare que les élèves soient accompagnés plusieurs années de suite par une même AESH, ce qui permet un meilleur suivi. Elles travaillent en étroite collaboration avec les parents et les enseignants et leur sont un précieux recours. À la rentrée prochaine, il est envisagé de les rendre encore plus

mobiles, pour assurer le suivi de davantage d'élèves. Elles devront se déplacer sur plusieurs établissements, tous niveaux confondus : collège, école élémentaire ou maternelle, en fonction des besoins. Un élève pourra avoir successivement plusieurs AESH.

Travailleuses isolées et souvent peu visibles, les AESH du collège Jean-Joudiou ont affiché leurs revendications en salle des professeurs et à l'extérieur du collège, et en sollicitant la presse. Les enseignants ont signé un texte apportant tout leur soutien à leur lutte.

Bien que peu nombreuses, elles sont en colère et bien déterminées à le faire savoir.

Correspondant LO

Signify - Villeneuve-Saint-Georges : grève contre la fermeture

Depuis le 19 mai, à Villeneuve-Saint-Georges dans le Val-de-Marne, les quelque 130 travailleurs en CDI de l'entreprise Signify, ex-Philips Lighting, sont en grève contre les conditions dans lesquelles la direction a annoncé qu'elle mettrait la clé sous la porte.

Les équipements d'éclairage s'entassent dans l'entreprise, au lieu de repartir en camions afin d'être dispatchés sur les lieux industriels ou commerciaux auxquels ils sont destinés.

Signify, géant multinational, a décidé d'externaliser sa logistique à ID Logistics, avec déménagement dès le 1^{er} janvier prochain sur un nouveau site, à une

trentaine de kilomètres de Villeneuve-Saint-Georges, dans une banlieue très mal desservie. Que les travailleurs se débrouillent pour suivre s'ils le peuvent, sinon, qu'ils partent ! Certains ont trente-cinq, voire quarante ans d'ancienneté dans l'entreprise, ils habitent à côté de la plateforme, n'ont ni voiture ni permis et ce déménagement

représente une véritable catastrophe. De plus, pour ceux qui pourront suivre, ce changement d'entreprise s'accompagnerait de l'application de la convention collective du transport au lieu de celle de la métallurgie comme aujourd'hui, avec la perte de plusieurs droits comme ceux concernant les jours de carence en cas de maladie, des jours pour les enfants malades, des primes, etc.

À plusieurs reprises des entretiens ont eu lieu entre direction, CGT et FO qui se heurtent à un mur. Sur les revendications des

Le Mans : jour de colère des AESH

Jeudi 3 juin, au Mans comme dans d'autres villes, les AESH ont fait grève et se sont retrouvées pour exprimer leur colère.

Elles étaient une centaine devant l'inspection d'académie, accompagnées de quelques enseignants qui travaillent avec elles.

Ce chiffre, en augmentation par rapport aux journées précédentes de mobilisation des AESH, révèle que la colère monte. Beaucoup ont pris le micro pour illustrer leurs conditions de travail : des salaires qui n'atteignent pas 800 euros, une formation inexistante, des accompagnements d'élèves harassants, la course d'un élève à l'autre, ou d'un

établissement à l'autre et parfois même le refus de l'administration d'accorder le droit de prendre un autre emploi en complément. Quelques enseignants ont aussi témoigné de l'importance du travail effectué par leurs collègues AESH dans leurs cours.

Après une manifestation dynamique réclamant des salaires dignes, sans les PIAL ni la précarité, les AESH se sont dispersées, en ayant noué des liens qui sont un gage pour de futures mobilisations.

Correspondant LO



travailleurs (garantie de l'emploi et pas de baisse de salaire, principalement), la direction ne s'engage sur rien, sinon sur une prime de 12 000 euros pour tous.

Mardi 8 juin, devant la grille fermée de l'usine, les banderoles et le feu de paillettes, un rassemblement rejoint par les militants

syndicaux d'autres entreprises a réaffirmé qu'il n'était pas question de reprendre : « C'est nous qui faisons le travail et ce sont les actionnaires qui empochent. Notre grève les gêne », déclarait un gréviste, exprimant le sentiment de tous : « On continue ! »

Correspondant LO

Renault – Flins : mobilisation contre les plans du patron

Depuis début juin, à l'usine Renault de Flins dans les Yvelines, de nombreux travailleurs sont passés de l'inquiétude à l'envie de se mobiliser contre les projets de la direction et ont décidé de se réunir et de débrayer.

Dans cette usine de 4300 travailleurs, dont la moitié de précaires, intérimaires, sous-traitants, prestataires, on ne produira plus de véhicules.

Cela fait des mois que la direction générale prétend qu'elle reclassera tout le monde, mais elle ne prend en considération que les embauchés et, même avec ses propres chiffres, l'usine perdrait 1500 emplois en face de la création hypothétique de quelques centaines de postes dans des activités diverses, comme la remise à l'état neuf de véhicules.

Mercredi 2 juin, dès l'équipe du matin, des travailleurs des Presses, de la Tôlerie, de Peinture, dont certains avaient déjà discuté la veille de ce qu'ils pouvaient faire, ont fait le tour des secteurs de l'usine. Multipliant prises de parole et discussions, ils se sont retrouvés à 150. Une bonne partie a attendu l'équipe d'après-midi: de nouveaux grévistes ont remplacé ceux qui étaient rentrés chez eux avant que l'équipe de nuit ne prenne la suite. Le lendemain, dès la prise d'équipe, une assemblée de plus d'une

centaine de travailleurs a décidé d'élire un comité d'organisation de la grève et de distribuer le lendemain, vendredi 4 juin, un tract exigeant des garanties de maintien des emplois et des salaires, aucun travailleur ne devant perdre son revenu, quel que soit l'avenir de l'usine. Cela fait, ils ont prévu un nouveau rendez-vous le lundi suivant.

Du côté de la direction, la réponse est le silence radio. Elle a seulement envoyé ses chefs dire pour la énième fois que l'usine ne fermera pas. Elle envisagerait même d'ajouter aux activités déjà évoquées une fabrication de piles à hydrogène, qui compterait « dans un premier temps » moins d'une dizaine d'emplois ! Tout cela pour un



secteur voué à disparaître, le Montage, qui compte aujourd'hui près d'un millier de travailleurs. Pour le reste, elle a laissé son syndicat préféré, la CFDT, institué syndicat-maison, propager la bonne parole par tract contre ceux qui « organisent la désinformation et attisent les peurs ».

Renault attaque tous azimuts : 15 000 emplois vont disparaître dans le monde, dont 4 600 en France. Tous les sites sont touchés, soit par des fermetures comme

ceux de Choisy ou des fonderies, soit par des suppressions d'emplois, massives parfois, comme les 2 500 prévues à l'ingénierie. Des travailleurs ont déjà réagi : ceux des fonderies ou des centres techniques, à Lardy par exemple.

À Flins, ces derniers jours ont changé l'ambiance et, même si les travailleurs savent que la lutte demandera des efforts et sans doute du temps, son organisation est en route.

Correspondant LO

Renault – Douai : grandes manœuvres au Pôle Nord

Le « Pôle Nord », c'est la somme des trois sites du groupe situés dans le Nord – Pas-de-Calais : Renault Douai, STA Ruitz et MCA Maubeuge. Renault veut depuis quelques mois transformer cet ensemble en « pôle d'excellence des véhicules électriques ».

Les trois usines sont regroupées en une nouvelle filiale nommée Renault ElectriCity. Déjà, les politiciens de droite, d'extrême droite, de gauche, en lice pour les élections départementales et régionales, saluent sa naissance. Ils se disent prêts à sortir le carnet de chèques pour aider Renault, pourtant déjà gavé de cadeaux d'argent public et qui en plus a fait 24 milliards de bénéfices en dix

ans et annonce 16 milliards de cash.

La presse aussi salue la nouvelle filiale, en insistant sur les 700 créations d'emplois envisagées pour 2023 ou 2024 ou après, sans rappeler que le plan Renault de suppressions d'emplois est toujours d'actualité.

Renault s'est servi de cela pour réclamer le soutien des syndicats. Des semaines entières de chômage à Douai, la fin des

productions à Ruitz, la menace de fermeture de MCA Maubeuge en 2020 « pour faire des économies », tout cela créait un climat d'inquiétude dans les trois usines. Et les nouvelles du groupe aussi : la fermeture de Renault Choisy, le démantèlement programmé de Flins, ou le lâchage des fonderies par Renault sont autant de mauvaises nouvelles qui ont favorisé son chantage.

Le plan de Renault introduit donc un certain nombre de reculs : la création d'une filiale à direction autonome, où « tout devra être renégocié hors Renault :

dialogue social, principes de rémunération, modes de management ». Quinze mois de négociations sont prévus ! En attendant, voici qu'arrive l'overtime, comme chez Toyota ou PSA, avec un délai de prévenance de deux heures, l'allongement du temps de travail, le maintien du salaire pour les employés actuels (et donc pas pour les futurs embauchés).

Malgré cela, tous les syndicats ont signé ce plan ! Les uns ont joué l'enthousiasme : « Enfin, un plan qui garantit la fabrication de véhicules chez nous ! » Et d'autres ont dit oui, mais :

« Le projet industriel est cohérent, mais il est important que le volet social soit du même acabit. » Et justement ce n'est pas le cas !

Les travailleurs sortant de l'usine mardi 8 juin refusaient le plus souvent de répondre aux journalistes qui tendaient leurs micros. Mais, pris à part, ils expliquaient qu'ils ne voyaient pas d'autre solution, même si on sait bien que le patron ne fera pas de cadeaux. Et, comme le disait un ouvrier, furieux de la signature unanime des syndicats : « De toute façon, accord ou pas, il faudra se battre ! »

Correspondant LO

Abbeville – Zone industrielle : propositions patronales indécentes

Mercredi 2 juin, des débrayages ont eu lieu chez Lactinov et Verescence, deux usines qui se font face dans la zone industrielle d'Abbeville, dans la Somme. Dans les deux cas, les propositions indécentes des directions dans le cadre des négociations annuelles obligatoires suscitent la colère.

Les travailleurs de Lactinov emballent des produits laitiers, tandis que ceux de Verescence impriment les décors des flacons qu'une autre usine du groupe fabrique pour la parfumerie. Les deux sont des groupes très profitables. Mais, quels que soient les productions et les profits accumulés, les patrons y appliquent la même politique de bas salaires. Tandis que la direction de Lactinov déclarait qu'elle n'irait pas au-delà de 0,8 % d'augmentation pour l'année, celle de Verescence

s'arrêta à 0,4 %. Dans les deux usines, il n'est pas question de prime Covid, ni même de prime d'équipe chez Lactinov.

Face au mépris patronal, révoltés par les miettes proposées par la direction, de nombreux travailleurs ont participé au débrayage, certains faisant grève pour la première fois de leur vie.

Même pour obtenir les modestes 3 % d'augmentation revendiqués par les syndicats CGT des deux entreprises, qui organisaient le débrayage, les travailleurs



doivent se montrer déterminés. En effet, la réponse de la direction de Lactinov a été d'assigner en justice les travailleurs grévistes, en prétextant l'absence de procédure de conciliation.

Dans leur guerre aux travailleurs, les patrons

utilisent tous les moyens, y compris l'intimidation et les poursuites judiciaires. Séparés par une rue et des secteurs d'activité bien différents, les travailleurs de Lactinov et de Verescence ont les mêmes problèmes de fins de mois. La grève

commune du 2 juin, qui se poursuit chez Lactinov, leur a montré qu'ils avaient aussi affaire aux mêmes propositions d'augmentation ridicules venant de patrons arrogants. Mêmes ennemis, même combat !

Correspondant LO

Plastics Vallée : les tueurs du patronat

La patronne d'Apnyl, une usine d'Izernore, petite ville située près d'Oyonnax, dans l'Ain, a été incarcérée fin mai à Paris. Elle a reconnu avoir commandité le meurtre d'un militant de la CGT auprès d'une officine de barbouzes, heureusement démantelée par la police avant qu'elle ait pu passer aux actes.

Cette entreprise, qui fabrique des pièces en plastique assez complexes sur des presses à injecter puis réalise leur usinage, ressemble à bien des usines de la vallée d'Oyonnax, dite Plastics Vallée : une centaine de salariés, des ateliers modernes dans une zone industrielle aménagée aux frais de la collectivité, des patrons paternalistes soutenus par les élus locaux.

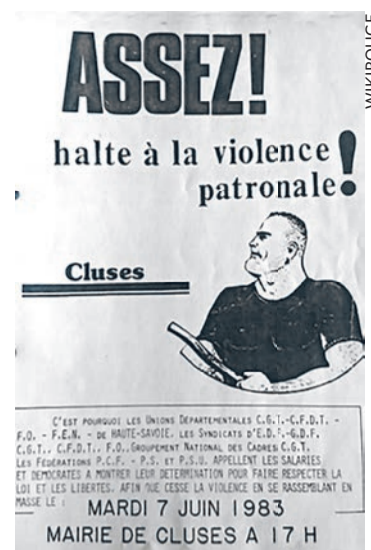
Laurent Wauquiez, en campagne pour les régionales, et Damien Abad, député LR de l'Ain, s'étaient d'ailleurs fait photographier avec la patronne d'Apnyl en 2015, pas gênés par les conditions de travail dans ces usines du plastique qui sont tout sauf modernes. Les ouvriers, souvent intérimaires, souvent des femmes, qui conduisent les presses à injecter, doivent

parfois s'occuper de neuf ou dix machines en même temps. Les heures supplémentaires alternent avec les périodes de chômage partiel tandis que les horaires en équipes s'ajoutent aux cadences pour détruire la santé des ouvriers. À Oyonnax comme dans bien d'autres endroits, les patrons ne tolèrent pas que les travailleurs cherchent à s'organiser. Ils n'hésitent pas à intimider ou à licencier ceux qui relèvent la tête, réclament la simple application du Code du travail ou envisagent de créer un syndicat. Ils tiennent des listes noires d'ouvriers combattifs, qui ne retrouvent plus d'emploi.

Pour se débarrasser d'un ouvrier adhérent de la CGT et engagé dans le mouvement des gilets jaunes, la patronne d'Apnyl est allée encore bien plus loin. Selon

ses aveux, elle a accepté la proposition d'une officine de sécurité : pour la somme de 80 000 euros, ces anciens de la DGSE, liés à une loge maçonnique, s'apprétaient à assassiner ce travailleur.

Cette affaire choque évidemment les militants de la CGT du département, partagés entre crainte et colère. Le meurtre ou le passage à tabac de militants ouvriers, autrefois pratiqués par le patronat, ne sont heureusement plus dans les mœurs – du moins jusqu'à présent – et cette patronne, placée en détention, sera jugée. Mais le fait qu'elle ait pu préparer ce crime en dit long sur l'état d'esprit de certains milieux patronaux. Le fait qu'elle ait pu trouver des hommes de main prêts à passer aux actes, comme par hasard d'anciens policiers, en dit long aussi sur la mentalité de nombre d'entre eux.



Tract intersyndical de 1983 appelant à une manifestation en riposte au syndicat patronal SNPMI.

Ce fait démontre aussi autre chose : l'organisation des travailleurs continue de faire peur à bien des patrons, conscients, à leur façon, que l'exploitation peut vite déboucher sur la révolte. Et en effet cette exploitation est inacceptable et ne repose que sur la contrainte, appuyée par des moyens inavouables.

Xavier Lachau

Aéroports de Paris – Roissy : tour de chauffe

Face à l'attaque de la direction d'ADP qui veut baisser les rémunérations, l'ambiance parmi les travailleurs est de plus en plus à la contestation. Le 2 juin, 150 d'entre eux ont organisé une manifestation dynamique dans les terminaux de Roissy, aux cris de « Pas touche à nos salaires ! »

Ces travailleurs ont été suivis dès le lendemain par un autre service, celui des pompiers, qui ont voté en assemblée la grève reconductible à partir du 18 juin.

La direction prévoit d'envoyer à la mi-juin à chaque travailleur un avenant au contrat de travail. Il supprimerait des primes concernant les déplacements et les heures majorées, ce qui diminuerait les paies de 10 à 20 %, et ceux qui refuseraient cette modification de contrat seraient menacés de licenciement. Mais les attaques ne s'arrêtent pas là : suite au plan qui prévoit 1 150 départs, les travailleurs d'ADP sont également confrontés à une réorganisation complète des services qui se traduit par une augmentation brutale de la charge de travail. Certains se voient imposer des tâches pour lesquelles ils ne sont pas formés.

Face à ces attaques, les syndicats ont déposé un préavis de grève à partir du 1^{er} juillet. Mais certains travailleurs ne voulaient pas attendre cette date. Le 2 juin, un nouveau terminal devait être inauguré à Roissy. Lorsque cela s'est su, des agents assurant la sécurité incendie et l'aide à la personne ont pris l'initiative d'une première action de protestation. L'information a tout de suite circulé.

Connaissant parfaitement les lieux, les 150 manifestants ont réussi à déjouer les barrages de police pour pénétrer dans les terminaux et dire leur colère. Tous étaient fiers de cette journée qui s'était organisée à la base, et exprimaient la volonté de recommencer en étant plus nombreux.

De fait, l'assemblée des pompiers d'ADP du lendemain, à l'appel de la CGT a montré que cette volonté est partagée. Comme disait l'un d'eux : « J'ai trente ans de boîte, je n'ai jamais eu 7 % d'augmentation, alors pourquoi devrais-je accepter 7 % de baisse ? » Venant de toute l'Île-de-France, ils poussaient à battre le fer tant qu'il est chaud et ont décidé à l'unanimité de commencer la grève dès la réception de l'avenant, soit le 18 juin.

Les travailleurs d'ADP sont de plus en plus conscients que, s'ils ne se battent pas, la direction va continuer à leur imposer des sacrifices. Tous voient que le trafic aérien va reprendre dès cet été. Les profits des compagnies vont également s'envoler, et cela renforce leur détermination.

Dans cette ambiance, certains réfléchissent à la façon de refuser la modification du contrat, se demandant comment l'organiser collectivement.

Correspondant LO

Interdigital Rennes : les travailleurs se préparent à se défendre

Société spécialisée dans le commerce des brevets, Interdigital a repris en 2018 et 2019 les départements Brevets et Recherche et Innovation de Technicolor, soit environ 200 travailleurs, essentiellement basés à Cesson-Sévigné, près de Rennes.

Mercredi 19 mai, un lanceur d'alerte, resté anonyme, a averti les représentants du personnel de l'imminence d'un plan de licenciement de 60 des 150 travailleurs du département Recherche et Innovation. Ceux-ci ont prévenu les salariés et interpellé la direction, qui a confirmé l'existence d'un projet de restructuration, sans en dire plus, invoquant des raisons juridiques.

Cette nouvelle a fait l'effet d'une bombe. L'entreprise

répète que ses affaires n'ont aucunement été affectées par la pandémie, elle vient d'annoncer des bénéfices en hausse et vante sa culture de la « bienveillance », en multipliant des messages du genre « Prenez soin de vous ». Autant dire que son attitude est aujourd'hui perçue comme le comble du cynisme.

Un premier rassemblement devant les locaux de l'entreprise a réuni 60 personnes jeudi 26 mai. Cela a été, malgré les

circonstances, l'occasion de retrouvailles chaleureuses, car le télétravail est de rigueur dans l'entreprise depuis mars 2020 et doit durer jusqu'en septembre. Jeudi 3 juin, ce sont près de 100 des 150 travailleurs que compte la Recherche qui se sont retrouvés, beaucoup exprimaient leur écœurement et leur volonté de ne pas se laisser faire.

Rendez-vous a été pris pour le jeudi 10 juin, où se tiendra, à la demande des représentants du personnel, un CSE extraordinaire. Les travailleurs comptent bien être nombreux à venir crier leur colère aux oreilles de la direction.

Correspondant LO



CHRU de Nancy : non à la suppression des RTT !

Au CHRU de Nancy, l'appel de la CFDT et de la CGT à faire grève mardi 8 juin a été très massivement suivi. 700 agents ont manifesté au son des trompettes dans les rues de la ville jusqu'au siège de l'Agence régionale de la santé.

L'annonce de la suppression des RTT au 1^{er} janvier 2022 pour les agents des services techniques, logistiques et administratifs a déclenché un vent de colère à l'hôpital. 1200 personnes seraient concernées. Depuis l'application des 35 heures, les agents qui travaillent 7h30 par jour ont en effet quatorze jours de RTT, ce qui leur fait l'équivalent de près de trois semaines de congés sur l'année. Ce sont ces récupérations que la direction

veut supprimer, en faisant passer les agents à 7 heures par jour. Elle compte, grâce à cette opération, supprimer une quarantaine de postes.

Pour les agents, qui sont de catégorie C, c'est-à-dire les moins bien payés, l'incompréhension est totale. C'est aussi grâce à leur travail que les services soignants ont pu faire face aux vagues épidémiques qui se sont succédées. Après tous les efforts consentis pendant plus d'un an de

mobilisation, ils n'ont bénéficié d'aucune des augmentations salariales du Ségur de la santé, et voilà maintenant qu'on veut leur supprimer leurs jours de repos !

Récemment, une aide de l'État de 400 millions d'euros, attendue depuis deux ans, a été débloquée pour soutenir un gros investissement immobilier destiné à rénover le CHRU de Nancy, en regroupant les différents sites sur celui de Brabois. Mais cette aide a été conditionnée à un engagement de la direction à dégager de nouvelles économies.

Après les nombreuses fermetures de lits et les centaines de suppressions



de postes de soignants des dernières années, qui ont contraint l'hôpital à déprogrammer une bonne partie des interventions pendant les vagues épidémiques, ce sont les services dits « supports » qui sont particulièrement visés.

La direction affirme même vouloir supprimer 150 postes techniques, logistiques et administratifs, pour en créer 130 dans les services soignants. Autrement dit, la suppression des RTT ne serait qu'une première étape.

Les agents ont tout

intérêt à stopper cette attaque. Le succès de la journée du 8 juin a été un encouragement à poursuivre la lutte. De nombreux agents se sont inscrits pour organiser la suite à donner à cette première mobilisation. La poursuite et l'élargissement sera nécessaire pour faire reculer la direction et l'État qui lui impose sa politique. Le personnel ne doit pas continuer à faire les frais de sa politique d'économies, qui se traduit par la dégradation du fonctionnement de l'hôpital public.

Correspondant LO

Futur CHU de Nantes : avant la construction, on pousse déjà les murs

L'actuel CHU de Nantes, situé en plein centre-ville, est trop petit et peine à faire face aux besoins de la population. Dans l'impossibilité de l'agrandir, il y avait deux possibilités : soit construire un établissement supplémentaire, soit déménager complètement et construire un établissement plus grand, avec plus de lits et plus de personnel.

Jusqu'au 6 juin, le projet du ministère était de construire un nouvel hôpital, la solution la plus onéreuse, avec moins de lits et moins de personnel ! Pour

plus d'un milliard d'euros, la population locale, en constante augmentation, se voyait promettre un établissement volontairement sous-dimensionné en lits et

en personnel. Et cela avec le soutien de la maire PS de Nantes.

Devant le tollé provoqué, et période électorale oblige, le gouvernement vient d'annoncer des modifications. Il y aurait plus de lits... mais dans le même nombre de chambres ! Auparavant, cette solution était mise en œuvre quand la progression du nombre de patients l'imposait. Là, c'est avant même le démarrage du

projet qu'on pousse déjà les murs. Quant au personnel, qui est de 12 500 salariés aujourd'hui, il sera maintenu, affirme la direction du CHU. Autrement dit, le sous-effectif déjà patent se trouvera accru.

La maire de Nantes se montre toujours satisfaite (c'est une constante), quand la CGT du CHU décrit à juste titre « un numéro d'illusionniste ». Les entreprises du BTP chargées de la

construction sont déjà choisies, mais on ne connaîtra le nom des heureux bénéficiaires que dans quelques jours ! La transparence n'est pas de mise quand il s'agit de se partager 1,2 milliard d'argent public.

Voilà un projet toujours opaque, et dont la finalité n'est vraiment pas de résoudre les problèmes de l'hôpital public.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de : Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Vaccination: la population des pays pauvres livrée au virus

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en place un programme, appelé Covax, visant à vacciner un milliard de personnes dans les pays pauvres d'ici à la fin de l'année 2021. Mais, jusqu'à présent, moins de 40 millions personnes l'ont été.

Les dirigeants des grandes puissances ont fait de grandes déclarations sur la lutte mondiale nécessaire contre le virus, mais ils laissent ces pays être ravagés par l'épidémie sans aucun moyen. Covax manque de tout, et d'abord d'argent. Des milliards de dollars ont été promis par les pays riches, les émirats pétroliers, des entreprises ou des fondations privées. Ces dons ont été très médiatisés, mais n'étaient que des promesses.

Fin mai, l'OMS a annoncé

avoir besoin de deux milliards de dollars avant le 2 juin pour pouvoir bloquer ses contrats d'approvisionnement de vaccins auprès des laboratoires comme Pfizer, Moderna ou Johnson&Johnson. Les besoins de fonds sont tels que l'Unicef a lancé un appel au grand public, expliquant que 3 euros permettent d'acheter une dose de vaccin à prix coûtant.

En réalité, le prix coûtant ne concerne que les doses à destination des pays les plus



Le dispositif Covax... largement insuffisant.

pauvres. Pour celles à destination des pays dits en voie de développement, Covax n'a droit qu'à une réduction, les laboratoires se préservant encore une marge.

À cela se sont ajoutées les conséquences de l'explosion de l'épidémie en Inde. Ce pays est le premier producteur de vaccins au monde, et il devait livrer la moitié de sa production à Covax. Mais, depuis mars, toute la production est restée en Inde. Alors, depuis, tous les plans de vaccination dans les autres pays pauvres sont suspendus. Or la tournure prise par l'épidémie y est aussi catastrophique qu'en Inde, notamment en Asie du Sud et dans certains pays d'Amérique.

Devant l'urgence, le directeur général de l'OMS vient de demander aux pays riches de livrer à Covax les

doses qu'ils avaient promises. Les États-Unis, pays ayant acheté le plus de doses au monde, plus que la population du pays, n'en ont pour l'instant livré aucune, et viennent juste d'annoncer qu'ils en donneraient 80 millions d'ici fin juin. L'OMS a aussi demandé aux laboratoires que Covax puisse récupérer 50 % des doses produites et qui ont déjà été payées.

Dans ces pays où les systèmes de santé sont presque inexistantes, où le nombre de lits de réanimation est extrêmement faible, quand il y en a, le vaccin est la seule solution pour éviter les morts, mais même les soignants ne peuvent être vaccinés. Et il y a d'autres dégâts collatéraux. Le manque d'investissement des grands laboratoires pharmaceutiques a engendré une pénurie de vaccins

de routine, comme ceux contre la rougeole ou la poliomyélite. 80 millions d'enfants de moins d'un an n'ont pas reçu leur vaccination. Et déjà il y a des flambées de rougeole au Pakistan, au Congo et au Yémen.

L'OMS supplie les dirigeants des grandes puissances et les laboratoires pharmaceutiques, en leur rappelant que les frontières n'arrêtent pas le virus, mais sans résultat. En fait, des centaines de milliers de morts supplémentaires sont déjà programmées. Pas seulement à cause d'un virus et de ses mutations, mais aussi à cause de la rapacité des actionnaires des trusts pharmaceutiques, de l'incurie des dirigeants des pays riches et du sous-développement, fruit de décennies de domination impérialiste.

Pierre Royan

Canada : un charnier d'enfants découvert

La découverte, dans la province de Colombie-Britannique, des restes de 215 enfants, très probablement amérindiens, a secoué le Canada.

C'est à Kamloops, ville des Rocheuses, sur le site qui abritait autrefois une des 130 écoles indiennes résidentielles, que cette macabre découverte vient d'être faite. Ce réseau « éducatif » a été créé en 1870 par le gouvernement canadien. La dernière école a fermé en 1996.

Ces pensionnats étaient destinés aux enfants des tribus amérindiennes qui peuplaient auparavant le Canada, des rives de l'océan Atlantique à celles du Pacifique et de l'Arctique. Le gouvernement prétendait leur offrir une éducation en les confiant à des congrégations chrétiennes. En fait, il les éloignait de leurs parents et de leur tribu, pour les couper de leur langue natale et de leur culture.

En 2015, une commission officielle avait enquêté sur les mauvais traitements subis par les enfants. Elle avait confirmé que 51 d'entre eux étaient morts dans l'école de Kamloops de 1914 à 1963. De son côté, la tribu Tk'emlúps te Secwépemc se doutait qu'il y avait eu bien plus de victimes et n'a pas cessé de les rechercher. Ce sont ces découvertes qui ont été rendues publiques le 27 mai. La commission avait identifié plus de 4 000 enfants morts dans ces écoles, indiquant que le chiffre pouvait atteindre 6 000. Son président avait même évoqué

15 000 victimes.

Pendant plus d'un siècle, l'État canadien n'a accordé que peu de moyens à ces pensionnats, où les enfants avaient faim et étaient punis s'ils parlaient leur langue natale. Les coups et les abus sexuels y étaient fréquents. Les plus jeunes des victimes avaient trois ans.

À l'annonce de la découverte du charnier de Kamloops, des tribus ont manifesté leur colère à travers le pays, jusqu'au Québec, éloigné de 4 000 kilomètres. En réaction, des gouverneurs de provinces canadiennes et des maires ont mis les drapeaux en berne et le Premier ministre, Justin Trudeau, a assuré les tribus qu'il « faisait ce qu'il fallait » pour apaiser leur souffrance. Mais les autorités canadiennes ne peuvent prétendre qu'elles ignoraient les conséquences de la politique raciste menée constamment par l'État, colonial puis indépendant. Dès 1909, un médecin avait envoyé au gouvernement un rapport où il s'alarmait du taux de mortalité très élevé dans ces écoles. Les mauvais traitements avaient continué, tout comme plus généralement l'oppression et la spoliation des tribus amérindiennes.

Les paroles attristées des autorités actuelles n'effaceront pas les crimes du passé.

Lucien Déroit

Finance : sandwiches en folie

Quelle mouche a donc piqué la finance internationale pour qu'une boutique de sandwiches attire des investisseurs du monde entier ?

Hometown Deli, situé à Paulsboro, petite ville du New Jersey, est un commerce qui, au cours des trois premiers mois de 2021, a vendu pour 5 305 dollars de sandwiches, soit un marché somme toute modeste.

Mais les requins de la finance ont transformé ce commerce local périlicieux en un Spac, une entreprise à but spécial, selon l'acronyme anglais. Les Spac sont

des entreprises sans réelle activité économique, dont les statuts sont vagues et qui peuvent donc en toute légalité servir de support aux financiers, dont l'imagination est fertile dès qu'il s'agit d'argent.

C'est ainsi qu'une banque d'investissement américaine a donné l'idée aux propriétaires de la sandwicherie, le proviseur et une enseignante du lycée

voisin, de vendre des actions de leur boutique. La banque en a acheté un paquet, devenant propriétaire. Puis, ce printemps, deux fonds d'investissements, basés à Hong Kong et à Macao, ont acquis des parts; certaines ont été rachetées depuis par des universités privées américaines, véritables entreprises en recherche de placements.

Ces manœuvres ont fait monter la capitalisation en Bourse de Hometown Deli à 113 millions de dollars en avril 2021. Cela fait beaucoup de sandwiches... Mais, à ce stade, le commerce n'était plus qu'un paravent pour que les spéculateurs puissent, par son intermédiaire, acheter d'autres entreprises ou procéder à des opérations financières. En 2020, les Spac ont ainsi mobilisé 83 milliards de dollars.

Les voies de la finance sont parfois mystérieuses. Mais son but est clair: faire son beurre, sans même avoir besoin d'en mettre dans les sandwiches.

L.D.

